

# Quand deux pistes différentes se recourent sur le déclenchement du génocide rwandais L'attentat contre Habyarimana: un détour par la Belgique

Colette Braeckman

Le Soir, 21 avril 1998, page 1

Malgré l'absence de toute enquête internationale, les informations commencent à se multiplier à propos de l'attentat contre l'avion du président Habyarimana qui, le 6 avril 1994, a fait basculer le Rwanda dans la tragédie. C'est ainsi que Christian Tavernier, connu pour avoir été le chef (belge) des mercenaires à Kisangani en 1997, mais qui fut durant longtemps membre du Conseil national de sécurité de Mobutu, affirme que les missiles qui furent utilisés lors de l'attentat avaient transité... par la Belgique!

Cette conviction, Tavernier la tient d'une enquête qui aurait été effectuée au Zaïre par le Sarm (Service d'action et de renseignements militaires) à la demande du président Mobutu. Il apparaît qu'un marchand d'armes bien connu en Afrique centrale, M. "H.", aurait acheminé quatre missiles sol-air sur Goma, en passant par Ostende. Depuis longtemps en relations d'affaires avec les autorités zaïroises, "H." aurait obtenu l'aide de l'ambassade du Zaïre à Bruxelles, qui lui aurait prêté le garage situé rue Marie de Bourgogne pour entreposer les caisses contenant les mis-

siles et fourni les certificats d'utilisateur final!

## “Commanditaires”

Toujours selon Tavernier, les missiles, arrivés à Goma, auraient été réceptionnés par une équipe s'exprimant en hébreu, une langue qui aurait été identifiée par des membres de la Division spéciale présidentielle entraînés en Israël.

Ici s'arrête la “piste” de Tavernier qui précise qu'à l'époque de l'enquête, le président Mobutu imposa le silence pour cacher des faits impliquant des membres de son entourage.

Si elle devait se confirmer, l'implication de “H.” ouvrirait plusieurs perspectives. L'intermédiaire, d'origine burundaise, dispose de relations multiples : il a soutenu des milices privées à Bujumbura et approvisionné le président ougandais Museveni; il connaît personnellement le vice-président du Rwanda Paul Kagame et il était très bien introduit auprès du président Mobutu, ayant fait affaire avec son fils Kongolo, ainsi qu'avec les généraux

Nzimbi et Baramoto. En outre, c'est le conseiller spécial de Mobutu, Mokolo wa Pombo, qui introduisit "H." à l'Élysée, ce qui permit à ce dernier, en une occasion au moins, de présenter à Paris un représentant du Front patriotique rwandais (FPR, l'ex-rébellion aujourd'hui au pouvoir à Kigali)... Nombreux sont donc les "commanditaires" qui ont pu recourir aux bons offices du fournisseur. Le transit par la Belgique n'exclut donc pas que les missiles SAM, d'origine soviétique et saisis en Irak, soient venus de France, qu'ils aient été mis à la disposition des extrémistes hutus et utilisés par des "spécialistes" étrangers. Il est aussi possible que le FPR ait été mis au courant du projet d'attentat, ce qui expliquerait pourquoi il ne s'est jamais soucié de mener une enquête éclaircissant les diverses responsabilités!

### **Bruxelles, on savait aussi**

Les informations de Christian Tavernier auraient pu n'être qu'une pièce supplémentaire à verser au dossier, serie de quelques points d'interrogation, si elles ne recoupaient une note des Services de renseignement belges (SGR) datée du 22 avril 1994. Selon l'un des informateurs du SGR, les missiles venaient de France; ils ont été stockés à l'ambassade du Zaïre à Bruxelles et, accompagnés par le fils du président Mobutu, ils sont partis en avion d'Ostende.

La source du SGR ajoute qu'un attentat est prévu contre Etienne Tshisekedi, le leader de l'opposition zaïroise (et aujourd'hui congolaise), à la date du 24 avril, à l'occasion d'une manifestation (manifestation qui sera d'ailleurs annulée in extremis).

A l'époque, cette note, cependant

dûment communiquée à tous les départements concernés (Affaires étrangères, Défense, état-major, Sûreté de l'Etat, Palais royal), ne suscite aucune réaction et... finit par s'égarer! A la Sûreté de l'Etat, le fonctionnaire chargé des affaires africaines assure jusqu'à aujourd'hui qu'il s'agit d'une information très discutable, qui ne méritait pas d'être relevée et qu'il était matériellement impossible de stocker des missiles dans le garage de l'ambassade du Zaïre.

Il faudra attendre décembre 1994 pour que Mme Véronique Paulus de Châtelet, qui vient d'être nommée à la tête du Comité R (chargé du contrôle des services de renseignement), reçoive une copie de cette note secrète et s'inquiète de sa disparition. Elle découvre alors que personne n'a sérieusement analysé les informations contenues dans ce document malgré leur importance. Cette affaire suscitera d'ailleurs une sérieuse tension entre le responsable de la Sûreté de l'Etat de l'époque, Bart van Lijsebeth, et la présidente du Comité R (voir "Le Soir" du 26 octobre 1995).

Au fil de la "guerre des polices" qui s'en suit, d'autres précisions devaient émerger, tenues secrètes à l'époque. Selon l'informateur du SGR, l'attentat aurait été un coup monté par le président Mobutu, et les missiles, achetés en France, auraient été acheminés en camion sur Ostende puis envoyés par vol cargo (probablement par la compagnie Scibe) vers Kinshasa puis Goma. Au Kivu, les missiles auraient été réceptionnés par la Division spéciale présidentielle et mis en place à Kigali début avril.

Un témoin indépendant, connu par le SGR (et par nous-mêmes), affirme d'ailleurs avoir vu passer dans la ville rwandaise de Gisenyi, le 4 avril 1994,

deux camions bâchés venant de Goma et accompagnés par la garde présidentielle rwandaise, véhicules qui auraient pu transporter les missiles.

L'informateur du SGR ne précisant pas pourquoi le président Mobutu aurait approuvé un attentat contre son "ami" Habyarimana, on en est réduit aux supputations : on sait que le chef de l'Etat zaïrois, qui résistait à la démocratisation des institutions de son pays, craignait l'exemple des élections démocratiques qui avaient eu lieu au Burundi en 1993 et désapprouvait les accords d'Arusha au Rwanda. En ac-

ceptant finalement le partage du pouvoir, le président Habyarimana, soumis à une forte pression internationale, prenait le risque de se couper à la fois des durs de son entourage, peu soucieux de partager leurs privilèges, et de mécontenter un Mobutu qui n'entendait pas demeurer le seul "mauvais élève".

On sait aussi qu'attendu au sommet régional de Dar es Salam, qui fut le dernier voyage d'Habyarimana, le président Mobutu avait déclaré forfait en dernière minute...

COLETTE BRAECKMAN